

# GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 20 • 14 MAI 2021 • CHF 3.-

**Que reste-t-il de la victoire de François Mitterrand du 10 mai 1981?** page 5



**NE: Le PLR détient trois sièges au gouvernement avec 30% d'élus au Grand Conseil** page 3



IL FAUT LE DIRE...

**Pour la levée de la propriété intellectuelle sur les brevets Covid**

L'annonce de Joe Biden a fait bouger les lignes. La semaine dernière, il a assuré que les Etats-Unis étaient prêts à la levée des protections de propriété intellectuelle (PI) pour les vaccins contre le Covid-19, afin d'accélérer la production et la distribution des précieux sérums à travers le monde. La demande était portée depuis quelque temps en vain par une soixantaine de pays dont l'Afrique du Sud ou l'Inde. Aujourd'hui, Emmanuel Macron y serait favorable, mais pas la chancelière allemande, Angela Merkel. Ni l'Union européenne et la Suisse.

Le combat devant l'OMC s'annonçant difficile, une pétition a été lancée à l'intention de Guy Parmelin pour qu'il revienne sur la décision de notre pays. «Il est important de ne pas bloquer l'accès au savoir d'autant plus qu'il a été largement financé par de l'argent public. Il est aussi essentiel de pouvoir aujourd'hui élargir le nombre de centres de production, notamment dans les vaccins à ARN messager. La Suisse elle-même pourrait profiter de ce partage de transfert de technologie. Ce premier pas est nécessaire face aux futures pandémies, qui s'annoncent», commente pour nous le docteur en économie, Samuel Bendahan.

Il s'agit de se décider rapidement, car les écueils existent. Outre les discussions internationales sur la levée des brevets intellectuels, la mise en place de capacités de production, de même que la formation du personnel en biotechnologie prendront un certain temps. Mais il en va de l'existence de centaines de milliers de personnes, alors que plus de 1,3 million de vies ont déjà été perdues à cause de la pandémie.

«Renoncer à la propriété intellectuelle permettrait à tous les pays de choisir de ne pas accorder ou ne pas faire respecter les brevets et PI liés aux médicaments, vaccins, diagnostics et autres technologies contre le Covid-19 pendant toute la durée de la pandémie, jusqu'à ce que l'immunité collective mondiale soit atteinte», confirme Médecins sans frontière (MSF), qui défend depuis le début cette solution juste.

L'association rappelle aussi que cette initiative remonte à 20 ans en arrière, lors de l'épidémie de VIH/sida, lorsque des médicaments génériques abordables contre le VIH, fabriqués dans des pays où les brevets ne bloquaient pas la production, ont commencé à sauver la vie de millions de personnes

Joël Depommier

Pétition à signer sur [www.brevets-libres.ch](http://www.brevets-libres.ch)

## Grève d'avenir, graines de résistance

**SUISSE • La Grève pour l'avenir ambitionne de faire converger les luttes le 21 mai, en regroupant syndicalistes, jeunes militants pour le climat, membres de la Grève féministe, partis et ONG.**

«La Suisse échoue de manière spectaculaire à atteindre le maigre objectif climatique qu'elle s'est fixé. L'Agence internationale de l'énergie prévoit la deuxième plus forte augmentation des émissions liées à l'énergie depuis le début des mesures... et, pendant ce temps, les 300 Suisses les plus riches ont gagné la somme astronomique de 5 milliards de francs suisses pendant la pandémie», argumente la Grève pour l'avenir, issue de la Grève du climat. Ce regroupement militant rappelle qu'il y a déjà plus d'un an qu'il donne de la voix contre l'inaction politique face à la crise climatique. «Or, cette inaction demeure palpable, et les résultats dérisoires. Nous nous devons donc de continuer le combat et d'augmenter la pression», assure-t-il, en appelant à la mobilisation.

### Extinction et revendications

A l'occasion d'une conférence de presse romande à Lausanne, les militant.e.s issus de ce mouvement de défense du climat et de la biodiversité ont dessiné le programme de leur journée de mobilisation du 21 mai, suite au report de celle qui devait avoir initialement lieu le 15 mai 2020. Au-delà des seuls enjeux climatiques demandant une neutralité carbone au plus vite et de ne pas dépasser une augmentation des températures de 1,5°, les revendications synthétisées dans un *Manifeste*, se lancent tous azimuts.

Ainsi dans le défrichage d'un autre monde. Il promet dorénavant des investissements massifs dans le service public, la reconversion professionnelle afin de créer des centaines de milliers d'emplois verts dignes, en passant par la production d'énergie renouvelable. Ou encore la revalorisation des professions de soin. Mais aussi un système alimentaire social et agroécologique, un avenir éco-féministe ou la mise en place d'un système financier transparent sans investissements polluants et meurtriers.

«A force de publicités, de politiques sournoises et de travail aliénant, nous finissons tous et toutes par reproduire et défendre les mécaniques de notre extinction. Si Total a développé puis popularisé, la notion d'empreinte carbone, c'est pour deux raisons bien précises: individualiser l'action politique (par là j'entends: la rendre impuissante) et nous détourner des vrais responsables de cette crise – les multinationales prédatrices et les États qui les protègent», assure Terenia Dembinski de la Grève pour l'avenir à Fribourg, canton où une coalition de plus de 30 organisations sont décidées à faire la grève pour une transformation écologique et sociale de la société.

### L'union fait la force verte et syndicale

Pour l'occasion, les syndicats seront de la partie dans toute la Suisse: «L'ambition est de créer un mouvement populaire large et présent dans différents domaines et secteurs économiques et sociaux», synthétise Nadine Frei, membre d'Unia et de la Grève du climat Genève. «L'urgence climatique nécessite des réactions collectives d'ampleur. Pour éviter la catastrophe et mettre un terme aux inégalités croissantes, nous devons viser un changement profond de société», résume Lea Ziegler, secrétaire syndicale de SSP, dans le journal *Services Publics*.

Elle rappelle aussi que cette journée n'est «qu'une première étape» et que la mobilisation



continuera à l'automne, dans le but de créer un rapport de force plus favorable, avec comme objectif une véritable Grève générale. La crise étant internationale, des discussions ont aussi lieu avec des mouvements dans le reste du monde comme *Fridays for Future*, à l'heure où planent les menaces de pandémie. Soit l'entrelacement de maladies, de facteurs biologiques et environnementaux qui, par leur synergie, aggravent les conséquences de ces maladies sur une population.

«Il faut mettre en évidence les liens entre crise sanitaire, climatique et sociale. Dans la santé, les conditions de travail et effectifs se dégradent, alors que dans la construction, les travailleurs subissent de plein fouet les changements climatiques avec des intempéries et canicules. Dans le secteur de la vente, le patronat tente encore une fois de faire augmenter les horaires d'ouverture des magasins en outrepassant l'obligation de négocier une CCT, alors que dans le nettoyage, les produits utilisés par les entreprises nuisent non seulement à la santé des travailleurs, mais également à l'environnement», énumère Nadine Frei.

### Inégalités partout, justice climatique nulle part

«Les inégalités écologiques renforcent les inégalités sociales, nous ne disposons pas toutes et tous des mêmes ressources pour s'adapter et surmonter les changements climatiques et ce sont la plupart du temps les personnes les plus précaires et qui n'ont qu'une responsabilité marginale dans ce réchauffement qui sont les plus touchées par les conséquences de ces dérèglements», renchérit Solenn Ochsner, d'Unia Neuchâtel, de la Grève féministe et Grève pour l'avenir.

Elle défend une réduction massive du temps de travail sans aucune perte salariale pour les bas et

moyens revenus ou un revenu de transition écologique de reconversion professionnelle. Des revendications en faveur du maintien de la CCT Santé 21 à Neuchâtel, pour la création de 1000 emplois verts par an à Genève ou en soutien à la fonction publique jurassienne seront aussi au programme du SSP lors de la journée.

### Écologique et anticapitaliste par nature

Malgré des appréciations différentes sur la votation du 13 juin relative à la nouvelle Loi CO<sub>2</sub> – refusée par les militant.e.s de la Grève du climat en Suisse romande tout comme par la gauche combative, les partis comme le PS, les Verts – tenants du compromis sur la loi – descendront aussi dans la rue pour soutenir et participer au mouvement.

Sur la base d'un papier de position argumenté expliquant les raisons de son engagement et ses objectifs, le Parti du Travail (PdT), tout comme les autres sections du PST-POP, seront de la partie. Rappelant que «la question du climat est aussi une question de classe», s'opposant à «une écologie punitive et anti-sociale» et dénonçant le «capitalisme vert», la formation défend «une rupture avec l'ordre établi», et préconise une «écologie anticapitaliste». «Aujourd'hui, l'urgence climatique est la contradiction centrale autour de laquelle tout se joue: ou rupture avec le capitalisme et construction d'une nouvelle société socialiste et écologiquement durable, ou maintien d'un système capitaliste, impérialiste et oppressif, au prix d'une destruction accélérée de l'environnement, et d'une société de moins en moins vivable», relève la contribution. Les termes de l'équation posée, sera-t-elle bien résolue? ■

Joël Depommier

Infos complémentaires et agenda de la journée sur [www.gre-vepourlavenir.ch/](http://www.gre-vepourlavenir.ch/)

# Objectif convergence pour le monde du travail

**GENÈVE • La lutte pour le maintien des limites d'ouvertures des commerces révèle les peurs des personnes que cet encadrement protège. Des travailleuses pour qui une convergence des luttes est nécessaire.**

Suite à l'adoption par le Grand Conseil d'un assouplissement des horaires des magasins, le syndicat Unia épaulé par la gauche du PdT, le PS et les Verts, lance un référendum pour contrer cette «dégradation des conditions de travail des vendeuses et vendeurs». Il est à craindre que l'échec de l'initiative cantonale «Touche pas à mes dimanches», rejetée par le peuple genevois en 2016, ne se répète. Entre la préoccupation bourgeoise notamment de pouvoir consommer à sa guise, et la peur qui règne dans un monde du travail divisé, deux camps s'affrontent à armes inégales.

## Le vécu d'une vendeuse

Vendeuse depuis de longues années et militante Unia pour le comité de vente du syndicat, Maria pose, les problèmes liés à l'extension des horaires des magasins. Soit jusqu'à 19h le samedi et à la possibilité d'ouverture trois dimanches par an, que les députés ont adopté. «Avant, nous finissions à 17h et c'était déjà difficile pour les nombreuses mères de famille qui composent la profession», explique la travailleuse. Elle rappelle que ces dernières après être rentrées, auront encore très souvent à s'occuper du travail domestique, faire à manger ou s'occuper des enfants. «En partant à 19h, nous n'aurons plus de week-end!», s'insurge-t-elle.

Face aux propos du Conseiller d'État Mauro Poggia, qui, en raison de la suppression des nocturnes du jeudi jusqu'à 21h, y voit une loi «pondérée», Maria insiste: «Il est question d'attaquer nos week-ends, rendant encore moins possible de nous organiser un déplacement, en France voisine ou ailleurs, pour nous évader». Elle pré-

cise que les nocturnes ne fonctionnent pas, puisqu'il n'y a déjà plus personne à partir de 18h ou 19h.

## Rapport de force

Cette attaque de la droite et du patronat sur les conditions de travail s'inscrit dans un contexte déjà défavorable à l'égard des travailleuses. «Parfois, dans certains commerces, on a même plus le temps de faire pipi. Il nous arrive d'arrêter de manger pour servir le client. On ne peut pas accepter ça», explique Maria, à qui il arrive de se demander, «où est l'inspection du travail?». Et puis, il y a cet argument psalmodié par la droite, le volontariat. Selon ce dernier, il ne serait pas grave de faire sauter les verrous encadrant les horaires, puisque les employé.e.s seraient libres d'accepter tel jour de travail ou tel horaire. «Le volontariat? Il faut y aller, sinon on se retrouve sur une liste et lorsque l'on demandera un congé ou une période particulière de vacances on nous les refusera en nous disant: puisque tu n'as pas voulu du samedi, je ne t'accorderai pas ta demande», rétorque Maria, résumant en une phrase ce que la théorie des organisations appelle «la marge de manœuvre» des négociations entre employeur.es et employé.es.

## Atomisation contre mobilisation sociale

Enfin, le contexte social genevois pourrait conduire à ce que, dans le cas où le référendum obtiendrait les paraphes nécessaires, la population votante face prévaloir la volonté bourgeoise de consommer à toute heure sur les conditions de vie notamment du personnel de vente, à l'instar de



Un référendum a été lancé contre la proposition d'une ouverture de 3 dimanches par an et une prolongation de l'horaire à 19 heures le samedi.

MHM55

l'initiative de 2016 évoquée ci-dessus. En admettant cela, on peut s'interroger. La campagne référendaire ne gagnerait-elle pas à s'adosser sur des mouvements sociaux tels que des manifestations et surtout des grèves? «Elle y gagnerait. Toutefois, nous devons aujourd'hui faire avec une atomisation du monde du travail, jusque dans la branche. Les conditions diffèrent entre par exemple, la Migros d'un grand centre commercial et un magasin plus petit», regrette Pablo Guscetti, secrétaire syndical à Unia pour le commerce de détail. Une absence d'unité qui s'explique aussi par un sentiment de crainte. «Je n'avais jamais autant entendu le mot «peur» que de nos

jours», ajoute M. Guscetti. La «peur» de s'engager par «peur» de représailles, celle de perdre son emploi, de ne plus pouvoir subvenir à ses besoins et à ceux des siens. Cela, Marie le confirme. «Il faut du courage! Ce n'est pas facile», conclut-elle.

## Urgence de la convergence

Pour Davide De Filippo de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), il est important d'ajouter que bien que la loi concerne les commerces, ses effets auront des répercussions sur d'autres branches. «La loi aura un impact sur les livraisons, les nettoyages ou les transports publics. Ces domaines devront adapter leurs horaires», détaille-t-il. Le syndicaliste ajoute

qu'elle pourrait bien constituer un cheval de Troie, offrant un premier jalon à la droite et au patronat pour détruire la protection des travailleuses en matière de temps de travail.

A une époque où les inégalités sociales et de genres – qui s'intersectent – sont décriées, où la situation environnementale invite plus à une diminution qu'à une extension de la consommation, le combat genevois des travailleuses – à plus de 60% – et des travailleurs de la vente ne demande qu'à être saisi par la Grève des femmes et celle de l'Avenir. Une convergence qui pourrait bien contrarier les velléités de la droite et du patronat, en faisant que la «peur» change de camp. ■

Jorge Simao

## Le futur d'Avenir syndical ombragé

**GENÈVE • La création du nouveau syndicat Avenir syndical empoisonne la vie de la CGAS, qui a pris position sur le sujet cette semaine.**

Depuis un an, un fantôme hante les syndicats genevois. En 2020, était créé Avenir Syndical, qui, à force de mobilisations notamment dans le secteur public et hospitalier ou auprès de Swissport, a engrangé un nombre conséquent de membres. Là où le bât blesse pour la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), c'est que cette montée en puissance serait le fait d'un «siphonnage des membres d'autres syndicats à coups de cotisations low cost». Plus grave encore, un des piliers syndicaux d'Avenir syndical serait un ancien syndicaliste (évoqué dans la presse sous un prénom fictif, Roger), passé par plusieurs syndicats et accusé d'avoir eu des comportements sexistes et harceleurs. Toute accusation que conteste la nouvelle formation: «Nous ne sommes pas les antiféministes que certains s'efforcent à dépeindre. Près de 60% de nos membres sont des

femmes. Nous ne nous sommes pas constitué.e.s en association pour défendre un harceleur sexuel. A notre connaissance, il n'y en a pas dans nos rangs. En revanche nous sommes convaincu.e.s que les rapports de travail doivent être basés sur l'équité salariale et sociale, dont l'égalité entre femmes et hommes est un principe fondamental», écrit-elle dans un communiqué.

## Plus de luttes en commun

Réunie en assemblée extraordinaire, la (CGAS) a finalement pris position sur le sujet cette semaine. Estimant qu'«Avenir syndical, ses militant.e.s fondateurs.trices ont fait un choix, celui de la rupture objective avec les principes de l'égalité entre hommes et femmes défendus par la CGAS. Celui de la minimisation des violences sexistes et du mépris des victimes», la faïtière estime que la collaboration

avec le nouveau syndicat « ne peut être ni inconditionnelle, ni promue comme elle peut l'être entre les autres syndicats au nom de la liberté et de l'unité syndicale». «La collaboration avec Avenir syndical ne sera éventuellement possible que lorsque ce syndicat se sera distancé des actes de son secrétaire syndical, lorsqu'il donnera la garantie qu'il ne tolère pas les violences sexistes au sein du mouvement syndical, et qu'il se sera rallié au contenu de la résolution de la CGAS, *A propos des violences sexistes dans le milieu syndical*». Dans l'intervalle, la faïtière a invité ses composantes, mais aussi les partis politiques et les mouvements sociaux à éviter «de co-signer ou de soutenir des appels d'Avenir syndical, de participer à des séances intersyndicales ou unitaires avec lui ou même de mener des luttes en commun». ■

JDr

## NE: Julien Gressot, président du POP



Le samedi 8 mai 2021, le POP a tenu son Assemblée générale en visioconférence. A cette occasion, il a nommé le dynamique président de la section de La Chaux-de-Fonds, Julien Gressot, au poste de président du POP cantonal. Doctorant en histoire des sciences et des techniques sur l'histoire de l'Observatoire cantonal de Neuchâtel et père au foyer, chef de groupe au Conseil général de la Métropole horlogère et député suppléant au Grand Conseil pour la législature 2021-2025, celui-ci remplacera Daniel Ziegler, président du parti depuis 2016. «Député, Daniel Ziegler reste militant et engagé dans divers organes du parti. Il peut quitter la présidence avec le sentiment du devoir accompli et la reconnaissance du parti», note le parti dans un communiqué. Ont également été reconduits au bureau du parti cantonal Sarah Blum, vice-présidente, Cédric Dupraz, vice-président, Françoise Jeandroz, trésorière, et Nago Humbert. Lobsang Blanchard et Nicanor Haon intègrent également celui-ci.

Le POP a dressé un bilan très satisfaisant des dernières échéances électorales cantonales. Au niveau du Grand Conseil, le POP a augmenté son nombre de député.e.s (passant de 6 à 8) malgré une diminution du nombre de sièges au parlement. «Désormais, il s'agit pour le POP de poursuivre sa progression sur l'ensemble du territoire cantonal. Il ambitionne d'ouvrir une section sur le Val-de-Ruz et de développer celle sur Le Littoral», relève le parti.

Réd./DR

## GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP: 12-9325-6

# Trois sièges pour le PLR pour 30% au législatif

NEUCHÂTEL • Les citoyennes et citoyens du canton élaient ce week-end leur autorité exécutive.

Il ne restait que 6 candidats pour 5 places avec comme enjeu principal d'avoir une majorité de droite ou de gauche. Il y a encore quelques semaines, il semblait largement acquis que la question principale était de savoir qui des trois socialistes (Florence Nater, Laurent Kurth et Frédéric Mairy) allaient finir devant pour accompagner le Vert Roby Tschopp et les deux PLR sortants (Laurent Favre et Alain Ribaux). L'inquiétude touchait également quant à la représentation des femmes au Conseil d'État. Les résultats au premier tour ont chamboulé tous les pronostics et ceux de dimanche ont confirmé la tendance. Il y aura deux femmes au Conseil d'État avec Florence Nater et la tornade Crystel Graf et une majorité PLR au moment même où les crises sociales, économiques et environnementales demandent une politique de relance juste et équitable. Inquiétant donc.

## Un entre-deux tours très disputé dans l'indifférence générale

Cette élection s'est déroulée dans un relatif désintérêt avec une participation d'à peine 30% malgré une campagne pour le second tour très âpre, émaillée de controverses et de coups bas qui n'ont certainement pas grandi la politique institutionnelle. La première a touché la néolibérale assumée Crystel Graf jugée antiféministe. Ensuite, le lancement du référendum contre la H18 (projet de contournement routier de La Chaux-de-Fonds, ndlr) par SolidaritéS et quelques Verts qui a plombé la fin de campagne d'un Roby Tschopp bien emprunté sur ces questions. Le PLR a directement saisi l'opportunité pour distribuer dans les boîtes aux lettres un tract mensonger et racoleur pour descendre le candidat Vert. Et que dire du soutien des Verts libéraux à la candidature de Roby Tschopp immédiatement contrecarré par une prise de



Le groupe VertsPOP a 27 député.e.s, soit la 2<sup>e</sup> force du parlement. Mais il n'aura aucun représentant à l'exécutif.

Ne.ch

position publique largement diffusée, opposée et pro-libérale d'un ancien cadre du parti qui a semé le doute dans un électoralat vert libéral qui n'a probablement pas suivi les mots d'ordre du parti. La politique et la population auraient mérité mieux que ce spectacle pathétique.

## La majoritaire en question

Désormais, nous nous retrouvons dans une configuration pour le moins ambiguë, très inté-

ressante politiquement, mais qui risque de mener à des blocages incessants. Le PLR est majoritaire à l'exécutif, mais ne possède que 30% au législatif. La gauche, possédant 48% des sièges au parlement, est dans la position de pouvoir bloquer tous les projets d'envergure du Conseil d'État. Le groupe VertsPOP a 27 député.e.s, soit la 2<sup>e</sup> force du parlement et n'aura aucun représentant à l'exécutif. Le PS et le PLR n'auront plus la majorité qualifiée forçant à élar-

gir les discussions à d'autres forces, ce qui amènera un souffle nouveau que nous espérons salutaire. Par contre, ces deux partis conservent leur suprématie sans partage à l'exécutif. Le moment de passer à une élection à la proportionnelle pour représenter mieux les sensibilités politiques et éviter des blocages? Le POP a déjà annoncé qu'il allait faire des propositions allant dans ce sens. ■

Julien Gressot

## Loi sur le terrorisme: sécurité ou autoritarisme

OPINION • Le 13 juin, le peuple suisse se prononcera sur un référendum contre la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (LMPT).

Profitant de la peur provenant des odieux attentats terroristes commis en France voisine et de leur exploitation par le pouvoir grâce à des médias dociles<sup>1</sup>, des parlementaires suisses ont concocté une loi. Qui donnerait des pouvoirs discrétionnaires à la police fédérale dans un contexte de contestation du système capitaliste, dont les contradictions ont été exacerbées par la pandémie.

### Arsenal législatif liberticide

A ce stade, il est nécessaire de préciser que cette loi est à inclure dans des tentatives de plus en plus liberticides des gouvernements occidentaux. On parle ainsi d'États hybrides qui ont déjà mis sur pied différentes lois et projets pour renforcer le contrôle des citoyens sous prétexte de combattre jadis le communisme et maintenant le terrorisme. Par exemple, Patriot Act I et II, loi britannique sur la surveillance électronique adoptée en 2016 et autorisant le piratage des ordinateurs<sup>2</sup>, loi d'exception en Hongrie, où Orban obtient les pleins pouvoirs, loi sur la sécurité globale en France<sup>3</sup>. Il faut aussi citer l'emblématique alliance dite des *Five Eyes*. Elle représente la collaboration des services secrets de cinq pays occidentaux – Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Grande-Bretagne et les USA évidemment. Et a pour but de collecter illégalement des milliards d'informations en contournant les droits de l'homme et ce depuis le début de la guerre froide.

Ce réseau a été dénoncé par Edward Snowden avec les tristes conséquences

que l'on connaît. En plus de maintenir un climat de peur dont l'antidote est le conformisme et la consommation, la désignation continuelle d'un ennemi mortel expressément surévalué risquant d'anéantir la civilisation – hier le communiste ou l'anarchiste et aujourd'hui l'islamiste – justifie les budgets faramineux des agences de sécurité, la surveillance généralisée des citoyens dans un contexte d'écroulement du système capitaliste et un marché prometteur pour les entreprises de surveillance.

### Une loi contre les droits humains

Pour en revenir à la LMPT helvétique, cette loi est dénoncée avec véhémence par Amnesty International. Ainsi que par le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Ce dernier appelle par ailleurs à voter non en compagnie d'une kyrielle d'ONG. A noter aussi que Nils Meltzer, le rapporteur spécial suisse de l'ONU, n'a pas été entendu dans le cadre de la rédaction de cette loi<sup>4</sup>.

Juridiquement celle-ci est inadéquate. Elle va à l'encontre des droits humains fondamentaux et des principes élémentaires de l'État de droit. Ceci en permettant à l'Office fédéral de la police fedpol de prendre des mesures à caractère pénal, sans passer par un tribunal et sur de simples soupçons. Le processus qui permettra de définir une personne comme suspecte ne sera pas divulgué et les personnes concernées ne pourront ainsi par faire opposition bien que cette loi leur don-

nera la possibilité de faire un recours qui n'aura pas d'effet suspensif.

### Activité terroriste: le grand flou

La présomption d'innocence est balayée ainsi que le fardeau de la preuve qui incombera au suspect. De plus, ce processus va concerner des groupes particuliers désignés à l'avance selon des caractéristiques préétablies – âge, sexe, religion, origine – en lien avec des facteurs de risque (avec une certaine dose de subjectivité) et aura pour conséquence de les stigmatiser.

Cette loi visera ceux qui seront suspectés «d'activité terroriste» qui est définie par cette loi (art 23e LMPT) en des termes flous: «Par terroriste potentiel, on entend une personne dont on présume sur la base d'indices concrets et actuels qu'elle mènera des activités terroristes. Par activités terroristes, on entend les actions destinées à influencer ou à modifier l'ordre étatique et susceptibles d'être réalisées ou favorisées par des infractions graves ou la menace de telles infractions ou par la propagation de la crainte».

### Législation actuelle suffisante

Ces dispositions permettront aussi de prendre des mesures draconiennes contre des enfants dès 12 ans et, dès 15 ans, des adolescents pourront être assignés à résidence (arrêts domiciliaires). Cette loi permettrait aussi la surveillance électronique, l'interdiction de contact, l'obligation de demeurer dans un périmètre défini, l'interdiction de

quitter la Confédération, l'obligation de se présenter régulièrement à des entretiens dans des postes de police. Ces mesures peuvent être ordonnées sans contrôle judiciaire à l'exception de l'assignation à résidence.

Pour finir, il faut préciser que la loi est déjà suffisamment étoffée pour affronter le terrorisme et que le Code pénal a été renforcé pour faire face au recrutement et à des voyages à l'étranger pour commettre des actes terroristes (art 260 sexies)<sup>5</sup>. Il faut aussi mentionner qu'une personne peut être détenue en cas de menace de passage à l'acte conformément à l'article 221, alinéa 2, du code de procédure pénale (CPP). ■

Xavier Carlo

1 Cf. la théorie du choc développée par la célèbre militante et journaliste canadienne Naomi Klein dans *La Stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre*. Pour elle, le système capitaliste utilise les catastrophes naturelles et autres bouleversements majeurs en cours pour mieux imposer des recettes ultralibérales au niveau économique et souvent liberticide, en profitant du désarroi dans lequel les populations se trouvent après avoir été impactées par ces événements graves.

2 [www.letemps.ch/monde/nouvelle-loi-britannique-surveillance-electronique-inquiete](http://www.letemps.ch/monde/nouvelle-loi-britannique-surveillance-electronique-inquiete)

3 Dans ce même pays, souvent défini comme étant celui des droits de l'homme, le Conseil d'État a autorisé le fichage des opinions politiques, philosophiques, religieuses et syndicales: [www.lci.fr/justice-faits-divers/fichiers-de-renseignement-le-conseil-d-etat-autorise-le-fichage-des-opinions-politiques-ou-appartenances-syndicales-2174615.html](http://www.lci.fr/justice-faits-divers/fichiers-de-renseignement-le-conseil-d-etat-autorise-le-fichage-des-opinions-politiques-ou-appartenances-syndicales-2174615.html).

4 [www.lecourrier.ch/2021/01/05/vers-un-referendum-contre-la-loi-sur-le-terrorisme](http://www.lecourrier.ch/2021/01/05/vers-un-referendum-contre-la-loi-sur-le-terrorisme)

5 <https://cdbf.ch/977>

## Pas de moratoire sur la 5G?

Après le dépôt d'une demande de moratoire sur la 5G, les représentants des Cantons de Neuchâtel, du Jura et de Genève étaient entendus cette semaine par la Commission des transports et des télécommunications du Conseil des États. «Outre un moratoire contre la 5G dite «classique» jusqu'à 3,5 GHz, actuellement en déploiement après l'attribution des concessions, le texte genevois s'inquiétait des effets de la 5G millimétrique, qui comprend des fréquences de l'ordre de 20GHz, émettant des faisceaux potentiellement nuisibles pour la santé», précise le député écologiste genevois, Pierre Eckert.

Au final, la Commission n'a pas souhaité donner suite à ces trois initiatives cantonales, mais a accepté un simple postulat, qui vise à agir en faveur de l'information à la population, à favoriser l'implication des cantons et garantir la prise en compte des résultats des recherches sur les répercussions des ondes millimétriques sur la santé et l'environnement. «Ce postulat constitue un pas dans la bonne direction, mais il s'agira de rester vigilant à l'avenir pour s'assurer que le principe de précaution est bel et bien respecté», estiment les motionnaires. La route pour le développement des deux types de 5G définitivement pavée? ■

JDr

# Répondre à la détresse des jeunes

**SUISSE • Souvent relégués à la portion congrue durant la pandémie, les jeunes doivent aussi être entendus.**

Entre jeune adulte est un passage décisif dans la vie. C'est une expérience à la fois excitante et potentiellement angoissante. La sociabilité des jeunes, déterminante pour la construction de leur identité et de leur personnalité, s'opère dans les lieux de formation, comme l'université, les hautes écoles, en entreprise dans le cadre de leur apprentissage ou de petits jobs professionnalisants. Chez les jeunes, cette étape de vie se réalise aussi en fréquentant les bars, cafés, espaces culturels, salles de concert, de cinéma, parcs et plages publics. Ces lieux leur permettent de nouer des nouvelles relations, notamment d'amitié et d'amour, d'expérimenter la solidarité de groupe, de tester et découvrir diverses formes de liens sociaux et affectifs. Ces expériences peuvent être complétées par le choix de telle ou telle activité sportive ou culturelle, ou au moyen de voyages entrepris en groupe en Suisse et à l'étranger. Or, avec l'avènement de la Covid-19, toutes ces étapes de la vie des jeunes adultes ont été interrompues. L'étude *Corona Stress* de l'Université de Bâle montre une prévalence de symptômes dépressifs graves de 29% chez les 14-24 ans depuis le début de la crise sanitaire. Selon les chiffres de l'Unité de crise pour adolescent.e.s de Genève «Malatavie», les tentatives de suicide ont augmenté après la levée du confinement et durant la deuxième vague de la pandémie. Les jeunes constituent l'un des groupes les plus violemment affectés par la crise. Ils sont privés aujourd'hui d'expériences cruciales sur le plan de leur développement social et affectif. Cependant, ces dernier.e.s nourrissent aussi des angoisses ô combien légitimes par rapport à leur avenir professionnel. Notre société très compétitive pardonne malheureusement en effet mal le «temps perdu» et les «cases vides» sur le CV. Finalement, le fait de devoir passer beaucoup plus de temps que d'habitude dans l'espace clos de petits appartements, ou au domicile de leurs parents avec lesquels ils doivent cohabiter, est inconfortable et pénalisant.

C'est vrai tant du point de vue des conditions matérielles de leur quotidien que de celui de leur vie privée et du développement de leur autonomie. Enfin, au même titre que les personnes âgées, les jeunes ont le sentiment d'être mis au ban de la société au nom de leur bien-être et de leur préservation. Car les autorités ou la pression sociale leur dictent presque entièrement ce qu'ils ont ou non le droit de faire.

## Etre inclus dans les décisions

Cependant, par le biais de dispositifs d'entraide collective, mais aussi au moyen de pétitions adressées aux autorités fédérales et cantonales, les jeunes font entendre leur voix. Dans le domaine de la santé, la grande majorité d'entre eux exige l'accès à la vaccination et au futur passeport vaccinal ainsi que le remboursement des tests PCR. En matière d'aides financières, ils réclament des prêts d'urgence sans intérêt, des aides financières à fonds perdu, la création d'un fonds d'urgence jeunesse ainsi que des bourses d'étude plus généreuses. Pour le personnel du corps intermédiaire des universités et des HES (doctorant.e.s et assistant.e.s), les contrats à durée déterminée doivent être prolongés et des mesures d'allègement temporaire de la charge de travail mises en place. Aussi bien pour des raisons matérielles que symboliques, les jeunes demandent une présence visible dans les tasks forcés Covid cantonales. Ils exigent la réévaluation des mesures sanitaires en vigueur dans les universités et les centres de formation. Ils veulent être inclus dans les décisions dans lesquels ils sont les principaux concernés ! Les revendications des jeunes sont bien fondées et cohérentes. Ne pas les prendre très au sérieux serait une faute sociale et politique grave. ■

*Emmanuel Deonna, Amanda Gavilanes, Glenna Baillon-Lopez et Wahba Ghaly*

Pétition à signer sur [www.projuventute.ch/fr/appel-jeunesse](http://www.projuventute.ch/fr/appel-jeunesse)

## Retour sur le Congrès du Parti du Travail à Genève

Le Congrès du 8 mai du PdT a été l'occasion de faire un bilan du travail accompli depuis 2019 et les perspectives d'avenir. Une résolution a ainsi été adoptée sur la Grève pour l'avenir, qui aura lieu le 21 mai prochain. Le Congrès a également adopté une résolution sur la situation «inacceptable» de la jeunesse, «condamnée à la précarisation par la société actuelle», et sur le rôle «indispensable» des Jeunes POP. «La crise aura fait bouger les lignes. Les forces de progrès ont ainsi pratiquement remporté toutes les votations depuis plus d'une année : introduction d'un salaire minimum, initiative «zéro pertes», fonds d'indemnisation pour les travailleurs précaires...», a relevé, dans son rapport d'activité, Alexander Eniline, réélu président du parti. La députée Salika Wenger a été à la vice-présidence. La secrétaire cantonale Massan Missoh a aussi été ovationnée, alors que Malcolm M'Baye a été propulsé au poste de secrétaire cantonal.

Réd. / DR



**SWISS VA SUPPRIMER 1700 POSTES (20% DES EFFECTIFS)...**



## LA CHRONIQUE FÉMINISTE

### Violences contre les femmes, suite sans fin

En ce moment, on parle partout de la violence envers les femmes, on nous bombarde de tueries et de statistiques toutes plus effrayantes les unes que les autres, à tel point qu'on se demande pourquoi le problème perdure. Ne serait-il pas possible d'en faire une priorité, de cerner les causes et d'y remédier?

En Chine, les campagnes de dénigrement orchestrées par les trolls – individu ou comportement qui vise à générer des polémiques – prennent souvent pour cibles des femmes, et sont sous-tendues de relents misogynes.

En France, à Mérignac (Gironde), Chahinez est morte à 31 ans mardi 4 mai sur le chemin de l'école qu'elle empruntait chaque jour pour y mener ses enfants. Son mari, Mounir B., lui a tiré deux balles de fusil dans les jambes avant de l'asperger d'un liquide inflammable, de mettre le feu à son corps, et de tenter d'incendier sa maison. En juin 2020, il avait commencé à l'étrangler. Condamné à 18 mois de prison, il est ressorti en décembre, 5 mois seulement après sa condamnation, avec l'interdiction de s'approcher de sa femme, mais sans bracelet anti-rapprochement...

Samedi 8 mai, en Afghanistan, une voiture piégée a sauté devant l'école Sayed Al-Shuhada, puis deux autres bombes ont explosé au moment où les élèves, paniqués, se précipitaient dehors. Plus de 50 personnes ont été tuées, dont une majorité des lycéennes, et une centaine furent blessées. Le gouvernement a accusé les talibans d'être à l'origine de ce massacre, mais ces derniers rejettent toute responsabilité. L'attentat est survenu dans le contexte du retrait des 2500 derniers soldats américains encore présents dans ce pays déchiré par 20 ans de conflit et toujours en proie à la violence. Selon l'ONU, 60 à 80% des Afghanes sont mariées de force. Or l'éducation est un moyen d'empêcher ces mariages forcés, ce qui déplaît aux talibans...

Les violences domestiques augmentent (+20% durant les périodes de confinement). En Suisse, 22% des femmes de plus de 16 ans ont déjà subi des actes sexuels non consentis, et elles sont 12% à avoir eu un rapport sexuel contre leur gré. C'est ce que révèle une enquête représentative de l'institut de recherche gfs.bern pour le compte d'Amnesty International (AI). Près de la moitié des femmes violentées préfèrent garder le silence. La peur, la honte et le manque de confiance dans le système judiciaire empêchent de nombreuses victimes de signaler les abus. Seules 8% des femmes interrogées ont porté plainte. Et celles qui ont le courage de le faire n'obtiennent souvent pas justice, car au tribunal, c'est la parole de l'un contre celle de l'autre.

Les statistiques sur la violence dans le couple varient considérablement d'un pays à l'autre. Selon l'ONU, en Grande-Bretagne, 30% des femmes subissent des abus par leur conjoint ou ex-conjoint. En Jordanie occidentale 52%, au Nicaragua 28%, au Bangladesh 47%, au Canada 29%, dans le Sud et le Sud-est de l'Anatolie (Turquie) 58%, en Australie 23%, au Cambodge 16%. La Russie est l'un des seuls pays à ne pas disposer d'une loi spécifique sur ce sujet.

Le viol est un crime dont on ne perçoit que la pointe de l'iceberg. Aux États-Unis, 700'000 femmes sont violées ou victimes d'autres formes d'agressions sexuelles chaque année. 14,8% ont moins de 17 ans. En France, entre 50'000 et 90'000 femmes ont été violées, et de nombreuses victimes n'ont pas dénoncé leur viol.

Si le mouvement #MeToo a permis de révéler la fréquence à laquelle les femmes subissent des viols et des agressions sexuelles, aucune étude récente n'est consacrée à la prévalence de ces violences lorsqu'il s'agit du premier rapport, ni aux conséquences à long terme sur leur santé globale. Selon les chiffres sortis en 2019, pour plus de 3 millions de femmes aux USA (une femme sur 16), la première expérience sexuelle résulte d'un viol; leur âge moyen est de 15,6 ans. Alors qu'une femme sur 6 est agressée sexuellement dans sa vie aux États-Unis, seuls 5% des violeurs sont reconnus coupables et 3% vont en prison, souligne Eleanor Smeal, présidente de la Feminist Majority Foundation. Cela signifie que 15 violeurs sur 16 restent libres.

L'Afrique du Sud est la région du monde où le taux de viol est le plus important. On estime qu'une femme née en Afrique du Sud a plus de chance d'être violée que d'apprendre à lire. Les chiffres de l'ONU ne reflètent cependant pas la réalité. En effet, seul un viol sur 20 serait déclaré. Cela signifie qu'en moyenne, environ 1300 femmes seraient violées chaque jour en Afrique du Sud, soit près de 480'000 par an.

Partout, dans tous les milieux professionnels, des femmes dénoncent le harcèlement dont elles sont victimes. Selon des auteur.e.s féministes, le viol est une violence patriarcale, un puissant moyen pour maintenir les femmes dans une position subordonnée. Ainsi, Susan Brownmiller considère que le viol «n'est rien de moins qu'un processus d'intimidation, conscient ou inconscient, par lequel tous les hommes maintiennent toutes les femmes dans la peur.» Il servirait de punition pour celles qui auraient bravé l'interdit d'utiliser librement l'espace public. D'après la féministe Andrea Dworkin, le viol fait partie des quatre crimes qui balisent la condition des femmes, avec la violence conjugale, l'exploitation économique et l'exploitation reproductive. Selon Angela Davis, militante philosophe, «Les violences sexuelles sont une pandémie depuis deux siècles. (...) Au-delà d'une punition individuelle, il faut réfléchir à ce qui encourage ces actions.»

Aujourd'hui en Suisse, les Chambres fédérales ratiocinent sur la définition du viol et au lieu de l'élargir à la notion de consentement, ce qu'ont déjà fait d'autres pays, elles imaginent un «mini-viol» qui serait plus légèrement puni!

La fiction est en avance sur la réalité: des séries policières, de Julie Lescaut aux plus récentes, comme *L'art du crime*, *Cassandra*, *HPI*, *Astrid* et *Raphaëlle*, où des femmes sont commissaires ou maîtresses du jeu, portent un regard différent sur les crimes, les violences et les victimes.

Il faut remettre en cause le système sur lequel reposent toutes les sociétés: la valorisation du masculin, la dévalorisation du féminin. Une vision qui est malheureusement perpétuée dès l'enfance par l'éducation familiale et par les manuels scolaires, tous sexistes. Quand les personnes responsables pédagogiques empoigneront-elles cette question précise?

Huguette Junod

# Que reste-t-il de la victoire du 10 mai 1981?

FRANCE

**Il y a quarante ans, François Mitterrand devenait le premier président socialiste de la V<sup>e</sup> République. Une élection qui permet de nombreuses conquêtes sociales, mais aussi le virage libéral qui déçut tant d'électeurs.**

«Changer la vie.» Peut-être n'a-t-on jamais fait plus belle promesse politique que celle-ci. Dès 1972 et la signature du Programme commun avec le PCF, François Mitterrand s'y était engagé, mais il lui aura fallu patienter neuf ans pour que les Français lui confient la charge d'honorer son engagement depuis l'Élysée. C'était il y a quarante ans, jour pour jour. Le 10 mai 1981, le visage du socialiste s'affiche sur les écrans de télévision: François Mitterrand est élu président avec 51,76% des voix face au sortant Valéry Giscard d'Estaing. Allié avec les communistes pour le second tour, il devient le premier homme de gauche à accéder à la fonction suprême depuis 1958.

«Le 10 mai est la preuve que l'alternance démocratique est possible sous la Ve République, mais aussi l'affirmation d'une gauche de gouvernement dans laquelle les communistes prennent leur part», se souvient Jean Glavany, chef de cabinet de Mitterrand entre 1981 et 1988. «C'est la victoire de Mai 68 en différé, la victoire des forces de gauche issues des milieux populaires», explique l'historien Jean-Numa Ducange.

## Congés payés et retraite à 60 ans

Cette nuit-là, l'euphorie dans les rues du pays traduit l'immense attente qui traverse la gauche. Quatre décennies plus tard, le souvenir de cette soirée reste vif pour ceux qui l'ont vécu. «Ma génération n'avait connu que la droite et n'avait pas vraiment vécu Mai 68: on vivait avec l'espoir. C'est la victoire d'un programme de rupture, avant d'être celle de François Mitterrand, qui ne m'a jamais fait rêver», raconte Éric Coquerel, député de la France insoumise. «Les communistes participent à la liesse. On y croit car il n'y a pas de précédent avec la gauche aux manettes», retrace Michelle Demessine, alors jeune militante PCF qui deviendra secrétaire d'État de Lionel Jospin en 1997. À l'époque âgé de 8 ans, le maire EELV de Grenoble Éric Piolle se souvient surtout «des copains de tous bords que (sa) famille avait rassemblés» pour l'annonce du résultat: «Je voyais les têtes se défaire parce que certains avaient peur des chars de l'Armée rouge.» Le 10 mai 1981, l'arrivée de la

gauche au pouvoir laisse espérer qu'un nouveau monde est possible. Qu'en reste-t-il?

«Les conquêtes sociales de 1981 donneraient le vertige aujourd'hui: hausse du Smic, revalorisation des prestations sociales, prise de contrôle du secteur bancaire, retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés... liste le porte-parole du PCF, Ian Brossat. Depuis, la gauche n'a jamais réalisé d'avancées aussi importantes» Soit autant de mesures ambitieuses qui ont réellement «changé la vie», notamment des catégories populaires. D'ailleurs, ces dernières ne s'y trompent pas lorsqu'on leur demande ce qu'elles retiennent des deux quinquennats de François Mitterrand. Selon un sondage Ifop, les classes populaires plébiscitent en priorité les réformes sociales (congés payés et retraite à 60 ans), puis l'abolition de la peine de mort, quand les cadres mettent en avant l'abolition de la peine de mort, les congés payés et la signature du traité de Maastricht, loin devant la semaine de 39 heures, le RMI ou la retraite à 60 ans, ainsi que les réalisations culturelles, les lois de décentralisation et la libéralisation des chaînes de télévision et de radio.

## Le tournant de la rigueur en 1983

Si François Mitterrand reste, du fait de ces avancées, une référence à gauche, il n'est plus un totem intouchable. Bien qu'elle salue son «courage politique incroyabl» sur la peine de mort, la secrétaire nationale adjointe d'EELV, Sandra Regol, refuse d'en faire un «demi-saint»: «Avec le tournant de la rigueur, Mitterrand va laisser le PS dériver dans le libéralisme...» Mitterrand fut le premier, à gauche, à mettre le ver libéral dans la pomme, mais on lui pardonne beaucoup plus facilement qu'à François Hollande. Le recul de 1983 est lié à un rapport de force qui fait qu'ils ont estimé qu'ils ne pouvaient pas mettre en place leur politique, alors que Hollande, c'est un recul lié à une question idéologique théorisée. À savoir l'accommodement avec le système», souligne Éric Coquerel. «1983 ne doit pas faire oublier 1981, car c'est la preuve que la gauche peut faire des choses quand il y a une réelle volonté politique!» tranche Ian Brossat, qui n'a



François Mitterrand tenant une réunion publique à Strasbourg, le 1<sup>er</sup> mai 1979.

Philippe Roos

pas observé le même volontarisme entre 2012 et 2017.

## «La gauche n'est pas un musée»

Pour les moins de 30 ans, François Mitterrand est devenu au fil du temps une figure lointaine, un personnage historique plutôt qu'un modèle. D'où une liberté de ton sur une époque qu'ils ont peu ou pas connue, mais dont ils mesurent les conséquences. «Le grand échec de Mitterrand est d'avoir perdu les classes populaires. Maintenant, on ne peut plus être des partis de bourgeois qui parlent aux bourgeois», affirme Joséphine Delpyrat, porte-parole de Génération.s, qui pense que le revenu universel «peut être une mesure forte pour révolutionner la vie». «Je ne me sens pas liée à cette histoire: on ne doit pas tout à un seul homme. Ce sont les mouvements sociaux qui arrachent des droits», avance Stacy Algrain, militante écologiste de 24 ans. Elle préférerait qu'on tire les leçons de l'exercice du pouvoir. «Je n'ai pas envie qu'on me fasse rêver: je veux des responsables politiques progressistes qui tiennent leurs promesses. C'est parce qu'il y a eu trop de pro-

messes non tenues qu'on est une génération désabusée.»

Au sein du Parti socialiste, aussi, «Tonton» ne fait plus totalement consensus. L'anniversaire de son élection a réveillé un conflit interne sur un héritage mitterrandien que la nouvelle génération entend regarder en face. C'est-à-dire en louant les conquêtes sociales mais en questionnant, notamment, le génocide rwandais et la pente libérale sur laquelle le PS est engagé depuis 1983. «Pour les socialistes de plus de 50 ou 60 ans, Mitterrand représente encore un modèle politique: c'est la stratégie d'union de la gauche qui permet d'arriver au pouvoir. Mais, depuis dix ans, cette idée s'estompe chez les plus jeunes», explique l'historien Jean-Numa Ducange. Jugée trop critique, la nouvelle garde – le premier secrétaire, Olivier Faure, compris – a été tenue à l'écart des célébrations du 10 mai 1981 au Creusot (Saône-et-Loire), dimanche, en présence des «éléphants» (François Hollande, Pierre Joxe, Lionel Jospin, Édith Cresson...).

«Si on considère que le bon choix à l'époque, c'était de sortir de l'Europe,

on peut en débattre. Mais si c'est pour réécrire l'histoire, je ne le supporte pas», pique Jean Glavany. «Les anciens ont été dans l'opposition, puis aux responsabilités avec François Mitterrand. Ma génération n'a pas connu ce compagnonnage et le regarde sans la dimension personnelle, rétorque Boris Vallaud, porte-parole du PS. Le socialisme ne peut pas être une nostalgie: quand on commémore 1981, on regarde devant, car il reste une idée radicalement neuve.»

Le député des Landes pense que «d'autres 10 mai sont possibles», à condition de «renouer avec une forme d'audace et le geste de la rupture»: «Nous voulons rompre avec les inégalités et avec un monde devenu inhabitable du fait du changement climatique», explique-t-il. «L'enjeu pour la gauche est de retrouver l'esprit de 1981», appelle Ian Brossat, qui alerte sur le risque d'un «enfermement mémoriel». «La gauche n'est pas un musée, prévient-il. Se pencher sur la victoire de 1981 doit nous servir à mesurer tout le travail à faire pour que nous retrouvions des couleurs.» ■

Emilio Meslet

Paru dans *L'Humanité*

## Le vacarme des bottes

**FRANCE • Le 22 avril était publiée dans le magazine d'extrême droite «Valeurs Actuelles», une tribune signée par près d'une vingtaine de généraux de l'armée française en retraite.**

Intitulé «Pour un retour à l'honneur de nos gouvernants», le texte se veut une dénonciation du «délitement» qui frapperait le pays. Un délitement qui, à travers «un certain antiracisme», s'afficherait dans le seul but de créer un «mal-être», voire même une «haine» entre les «communautés». Comprenez par là, que des anti-racistes, parlant notamment de «théories décoloniales», voudraient que se produise une «guerre raciale». Ce serait donc celles et ceux qui luttent contre le racisme et les conséquences du passé colonial qui finalement seraient les véritables racistes.

Jusqu'ici rien qui n'apporte du nouveau aux théories contemporaines de l'extrême-droite

française. Toutefois, les signataires vont plus loin. Selon eux, si rien n'est entrepris contre ce délitement, auquel ils ajoutent, notamment, ceux de l'islamisme et des «hordes de banlieues», le pays se dirigerait vers une «explosion», et «l'intervention [de l'armée] d'active dans une mission périlleuse de protection [des] valeurs civilisationnelles [françaises] et de sauvegarde [de la population] sur le territoire national».

Bien qu'ayant provoqué un tollé, cette théorie d'une guerre contre des «ennemis intérieurs», qui serait imminente, a pu paraître à certains ne constituer qu'une énième provocation des forces xénophobes du pays. Alors, lorsque le 11 mai der-

nier, le même magazine remet le couvert en publiant une «tribune des militaires», cette fois d'active, c'est-à-dire en service, l'effroi s'est fait sentir.

Dans celle-ci, des soldats anonymes donnent presque raison sur le fond à leurs aînés en estimant également qu'une guerre civile, et non raciale cette fois, couvrirait en France. Ces hommes et femmes en uniforme tiennent à préciser que la «lâcheté» d'avoir commenté la première tribune, la «fourberie» de renvoyer des militaires au devoir de réserve, et la «perversion» de les sanctionner s'ils ne le font pas, «ne constituent pas [leur] vision de la hiérarchie».

Quatre militaires sur dix voteraient pour l'extrême-droite, d'après les estimations du journal *Le Monde*. Selon un autre journal, *Libération*, près de 7 policiers actifs sur 10 en feraient de même. Le 6 mai, un syndicat policier, minoritaire, France Police, demandait à Emmanuel Macron de «boucler» les «territoires perdus de la République» avec des «checkpoints sur le modèle israélien de séparation mis en place avec les territoires palestiniens».

Avec un tel vacarme de bottes, combien de temps reste-t-il avant que la «bête immonde» ne soit pleinement réveillée? ■

Jorge Simao

# Des Palestiniens brisent le mur du silence

**PROCHE-ORIENT • Malgré la répression israélienne ayant fait plus de 500 blessés et les raids meurtriers sur Gaza, la colère ne retombe pas face à l'occupation et la colonisation.**

Étudiant en psychologie à l'université de Bir Zeit, non loin de Ramallah, en Cisjordanie, Judeh, 27 ans, vit à Jérusalem-Est. L'occupation et la colonisation israéliennes, il sait ce que cela signifie dans sa chair. Pour pouvoir suivre ses cours, il lui faut, tous les jours, emprunter un bus réservé aux Palestiniens – ainsi qu'en ont décidé les autorités israéliennes – régulièrement ciblé par les contrôles de la police et bloqué plus que de raison au checkpoint à franchir. De quoi alimenter la colère. D'autant qu'il lui arrive régulièrement de subir les provocations des colons, de plus en plus nombreux dans la partie orientale de la ville. Le triste quotidien d'un jeune à Jérusalem-Est. «La vie est difficile», dit avec colère l'étudiant contacté par téléphone.

Judeh le dit tout de go: «Je ne suis pas musulman» Ce qui ne l'empêche pas, en cette période de ramadan, d'être tous les soirs avec ses copains pour l'iftar, cette rupture du jeûne lorsque le soleil s'est couché. Un moment convivial où tout le monde se retrouve, au-delà de ses convictions religieuses. D'ailleurs, l'armée israélienne n'a pas posé ce type de question lorsqu'elle a évacué à plusieurs reprises tous les jeunes assis pacifiquement sur les marches formant agora devant la porte de Damas, l'une des entrées de la vieille ville.

## Cheikh Jarrah, cœur du plan de colonisation de la ville

Mais c'est sans doute ce qui se passe dans le quartier de Cheikh Jarrah qui a fait éclater ce trop-plein d'humiliations. Vingt-huit familles palestiniennes ont reçu un ordre d'expulsion. Il y a une dizaine de jours, des centaines de jeunes sont alors spontanément venus manifester leur opposition à cette éviction et à l'installation de colons. «On ne veut pas laisser ces familles seules face à l'occupant», souligne Judeh. Si on est là, les colons osent moins provoquer.» Si Cheikh



Une vue du quartier Cheikh Jarrah à Jérusalem-Est, lieu de recolonisation juive.

David Shankbone

Jarrah est ainsi visé, ce n'est pas anodin. L'argument d'une présence juive il y a plus d'un siècle, sans doute réelle, ne tient pas. En revanche, on comprend mieux cet acharnement lorsqu'on sait que ce quartier – qui ne dépend pas de la vieille ville – s'étend jusqu'à la route numéro 1. Celle-ci désigne la ligne verte, où les combats s'étaient arrêtés en 1949 et franchie par les troupes israéliennes en 1967. Vider Cheikh Jarrah de ses habitants palestiniens, c'est ouvrir la voie à une continuation «ethniquement» homogène entre Jérusalem-Ouest et Jérusa-

lem-Est, but ultime de la colonisation de la ville.

## «Ce n'est pas une guerre inévitable, mais une politique délibérée»

Maral Qutteine, une ancienne journaliste qui vit dans la vieille ville, que nous avons pu joindre, témoigne aussi. «Les gens ne supportent plus la présence des colons et la pesanteur de l'occupation» Si Israël parle de Jérusalem comme de sa «capitale une et indivisible», en réalité le traitement n'est pas le même entre l'ouest et l'est. Les services municipaux sont pratiquement inexistant

dans la partie occupée malgré les taxes toujours plus nombreuses que paient les Palestiniens.

Comme cela se produit souvent dans l'histoire des révoltes et des révolutions, arrive un moment où la goutte d'eau... «Les jeunes se révoltent car ils sentent bien qu'ils n'ont pas d'avenir», souligne Maral Qutteine. Rien ne change pour eux. Des résolutions sont votées à l'ONU, il y a beaucoup de déclarations mais les jours se suivent et se ressemblent. Les jeunes réalisent que la seule solution qui se présente à eux est de se libérer eux-

mêmes, sans l'aide de quiconque, ni des pays arabes, ni de l'Union européenne et pas plus de l'Autorité palestinienne, qui est très faible.»

Phénomène intéressant: à Cheikh Jarrah, ce ne sont pas seulement les Palestiniens de l'Est qui manifestent. Ils sont rejoints par ceux que l'on appelle les Arabes palestiniens, qui vivent en Israël. Les députés de la Liste unie, conduite par le communiste Ayman Odeh, sont venus les soutenir. Mais des dizaines de juifs sont aussi présents. Certains sont là à l'appel de *Standing Together*, qui regroupe juifs et Arabes pour la paix et l'égalité. «Nous rendons le gouvernement responsable de ce qui se passe. Ce n'est pas une guerre inévitable, comme veulent le faire croire les autorités, mais une politique délibérée», affirme Uri Weltmann, animateur de l'association. Celle-ci agit aussi à Tel-Aviv, Haïfa, Jaffa ou Nazareth pour «mobiliser autant que possible les citoyens d'Israël».

L'enjeu est d'autant plus important que l'extrême droite israélienne, qui a le vent en poupe, s'agit et tente de créer un climat de violence contre les Palestiniens, et pas seulement à Jérusalem-Est mais partout en Israël. Lundi, un Palestinien a été tué à Lod. «C'est une «hébronisation» de la situation», dit Uri Weltmann en référence à la ville d'Hébron, en Cisjordanie, où les colons terrorisent les Palestiniens. Une extrême droite et un Netanyahu qui trouvent dans la tactique destructrice du Hamas les justifications d'un massacre à Gaza. «Deux faces d'une même pièce», comme l'ose un jeune Palestinien qui ne veut pas dire son nom.

À Jérusalem, la répression a fait plus de 500 blessés. Judeh craint cette violence des colons. «Mais nous resterons aussi longtemps que possible pour empêcher l'expulsion des familles de Cheikh Jarrah», prévient-il. Quoi qu'il arrive maintenant, les Palestiniens de Jérusalem-Est ont brisé au moins un mur, celui du silence. ■

Pierre Barbancey

Paru dans *L'Humanité*

# Une externalisation indigne

**UE • La stratégie consistant à externaliser la détention des migrants pour les empêcher d'atteindre les frontières de l'UE «à tout prix» fait l'objet d'un nouveau rapport du Transnational Institute (TNI) défendant les droits humains.**

L'Union européenne fait feu de tout bois pour empêcher la venue de populations migrantes sur son sol. Avec les pays candidats à l'adhésion notamment dans les Balkans, il est ainsi imposé de détenir les personnes candidates à l'exil et de les empêcher de franchir la frontière. Dans le cadre des accords de pré-adhésion, note le rapport *Externaliser l'oppression*, l'UE fournit les fonds nécessaires pour faire ce travail. Que ce soit en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo, Monténégro ou Macédoine du Nord. Dans ce dernier pays, l'Europe a investi 14,5 millions d'euros en 2018 pour construire un nouveau centre de détention à Skopje. «Celui-ci devait remplacer un autre existant (Gazi Baba), aussi dans la capitale macédonienne, qui depuis son ouverture en 2007 a été l'objet de nombreuses dénonciations pour violences policières, harcèlement ou mauvaises conditions sanitaires.»

## Camps de rétention controversés

En Bosnie, a été inauguré en 2009 le camp de détention à Lukavica. Un an plus tard Migreurop constatait que des personnes migrantes y

avaient été enfermées 8 mois, sans possibilité de recours légal. Elles avaient en outre été victimes de vol ou de violence de la part de gardes et officiers de police. Plus à l'Est, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020, un accord de réadmission entre l'UE et la Biélorussie est entré en vigueur.

En vertu de cet accord, ce pays est tenu d'accueillir non seulement ses propres personnes ressortissantes en situation irrégulière dans l'UE. Mais aussi celles de pays tiers qui étaient en transit dans le pays avant de rejoindre l'UE. En Azerbaïdjan ou en Géorgie, l'UE finance des centres d'accueil-rétention.

## Pouvoir de l'argent

Le chantage s'exerce également dans les relations avec les pays africains, où l'UE déploie une «approche fondée sur l'incitation et la menace», prolongement d'une «dynamique colonialiste dans laquelle les fonds d'aide au développement sont conditionnés à l'approbation de lois ou de politiques visant à retenir les migrant.e.s se dirigeant vers l'Europe», comme dans le cas du Niger.

Dans cet État, l'Organisation internationale des migrations (OIM) gère six camps. Si cette

agence affirme que ces personnes migrantes peuvent partir «quand elles le veulent», la condition pour les accueillir à couvert est qu'elles se montrent disposées à rentrer «volontairement» dans leur pays. «Le mythe du retour volontaire est un chantage et les histoires que racontent les personnes qui rentrent volontairement sont utilisées pour dissuader de futures personnes migrantes», souligne le rapport. Si le Maroc ne semble pas compter de centres de détention, ceux et celles qui y transitent sont détenu.e.s dans des commissariats, casernes ou lieux ad hoc, avec régulièrement des déportations vers le désert.

## Modèle australien

Le contrôle des frontières dans l'UE est inspiré du «modèle australien», indique le rapport. Ce système, basé sur le placement des requérant.e.s d'asile dans des centres de détention dans des pays tiers, «ne vise pas à garantir les droits des migrant.e.s, mais à dissuader ou à repousser à tout prix les futurs demandes».

Ces derniers mois, l'UE n'a fait qu'approfondir cette politique d'externalisation des frontières. En septembre 2020, la Commission euro-

péenne a lancé son Nouveau pacte sur la migration et l'asile. Celui-ci repose en grande partie, sur la «détention des personnes cherchant à entrer en Europe dans des centres situés en dehors de la juridiction de l'UE pour un examen obligatoire avant entrée».

## Piège du «retour volontaire»

Le 27 avril, la Commission européenne a présenté la stratégie de l'UE en matière de retour volontaire et de réintégration, un plan qui complète son Nouveau pacte. Celui-ci continue sur la voie de l'accélération des retours et de l'externalisation des frontières. Il est basé sur certaines incitations financières. Mais selon l'organisation internationale pour la défense des droits des sans-papiers (PICUM), «les migrants sont surtout ouvertement encouragés à rentrer dès leur arrivée dans l'UE par le biais des conseils de retour fournis par Frontex (l'agence européenne de gardes-frontières et de garde-côtes, ndlr), même pendant leur asile», précise le journal *El Salto*. ■

JDr

Rapport à lire sur [www.tni.org/files/publication-downloads/externalizar-la-opresion-tni.pdf](http://www.tni.org/files/publication-downloads/externalizar-la-opresion-tni.pdf)

# Michel Moret passeur de culture

LIVRE • Le directeur des Éditions de L'Aire évoque son métier, mais aussi ses voyages et ses amitiés.

On sait la place éminente qu'occupe Michel Moret dans la diffusion du livre et de la culture en Suisse romande et au-delà, depuis qu'il a pris les rênes des Éditions de L'Aire en 1978. C'est donc avec plaisir qu'on lit son petit opus de mémoires, dont le titre, *Le vieil homme et le livre*, fait référence au fameux récit d'Ernest Hemingway. En réalité, l'homme fait preuve d'une éternelle jeunesse dans sa défense de la culture.

Son ouvrage commence par une apologie du livre, qui «guide son lecteur sur le chemin de la conscience et l'initie à la beauté». Puis toute la première partie est consacrée au rôle, aux joies et aux vicissitudes du métier d'éditeur. À certains égards, son livre va dans le même sens que celui de Pascal Vandenberghe, directeur de Payot, récemment paru. Pour Michel Moret, l'éditeur est «un intermédiaire indispensable, un porte-parole inconscient de celui qui a passé des nuits blanches à décrire ses émotions». Il montre aussi la pérennité de

certains auteurs et livres un peu oubliés, puis redécouverts, comme Alice Rivaz. Sur Paris et le parisianisme dans l'édition, il lance quelques propos au vitriol.

Mais c'est la suite du livre qui est la plus personnelle et la plus attachante. En commençant le récit de chacun de ses souvenirs par la formule «Je me souviens de», Moret évoque ses rapports personnels avec Jacques Chessex, Gustave Roud ou encore Yvette Z'Graggen. L'humour, parfois aussi la gravité, ne sont pas absents de ses propos. Puis l'auteur consacre des pages chaleureuses à «des hommes de qualité», qui ont été des amis très proches. Parmi eux, la belle figure de Raymond Duros, qui n'a cessé dans ses livres de mettre en valeur ses origines italiennes. On le sent, l'amitié, souvent accompagnée de chants (de préférence révolutionnaires!), de bonne chère et de bons vins, compte beaucoup pour cet éditeur qui peut paraître un peu bourru au premier abord. Et c'est encore mieux, pour lui, quand on déguste un

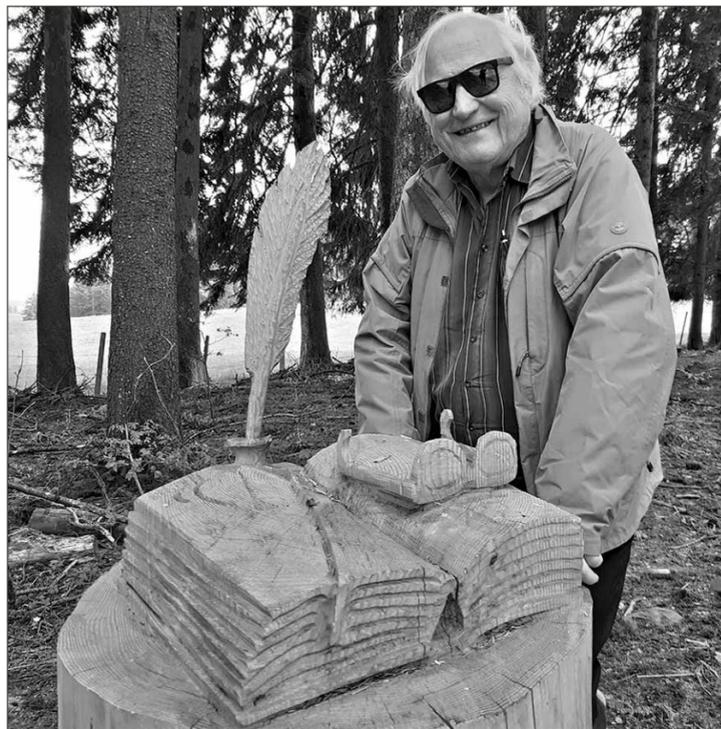
raki au coucher du soleil à Güm-süslük, «en compagnie d'une belle Ottomane». Car Michel Moret effleure en passant, bien qu'avec beaucoup de pudeur, l'histoire de ses amours successives.

## Une Turquie de cœur

On trouvera aussi dans ce livre des évocations vivantes de voyages, notamment dans des villes liées à des réminiscences littéraires. Les plus belles pages sont sans doute celles consacrées à la Turquie, visitée plus de trente fois, qui a conduit l'auteur à des formulations particulièrement heureuses. Ainsi Istanbul est présentée comme «une cité éternelle qui a changé trois fois de nom comme une femme qui aurait multiplié les mariages». En bref, voilà un petit livre attachant, à la fois profond et léger qui, tel l'un de ces poèmes d'Aragon qu'affectionne Michel Moret, se déguste comme un bon cru. ■

Pierre Jeanneret

Michel Moret, *Le vieil homme et le livre*, Vevey, Éditions de L'Aire, 2021, 123 p.



Michel Moret revient longuement sur son amour pour la Turquie dans son ouvrage.

# Une BD sur Leonard Cohen

LIVRE • Philippe Girard restitue en images la vie souvent chaotique du célèbre poète et chanteur canadien en un biopic subjectif et mélancolique.

Pour celles et ceux qui n'ont pas le courage de se lancer dans la monumentale biographie écrite par Sylvie Simmons, *I'm Your Man: La Vie de Leonard Cohen*, la BD de Philippe Girard a réussi à aborder les diverses facettes de l'existence mouvementée du chanteur à l'inimitable voix profonde et rauque.

## Racines juives

Leonard Cohen est sur son lit de mort, dans la nuit du 7 novembre 2016, et revoit son passé, qui va être décliné en images. La mort est d'ailleurs omniprésente dans la vie et l'œuvre du poète. L'auteur insiste avec raison sur la profonde imprégnation de ses origines juives. Son grand-père maternel était un rabbin spécialiste du Talmud. Ce qui conduira Cohen, en 1973 lors de la guerre du Kippour, à chanter pour les

soldats des unités blindées du général Sharon. Un geste qui lui vaudra des reproches et qu'il regrettera par la suite.

On assiste à ses débuts de poète, influencé notamment par Federico Garcia Lorca, la chanson arrivant plutôt tardivement dans sa vie. La BD est ponctuée par ses grands succès, dont les fameux *Suzanne* et *Hallelujah*.

## Itinéraire dépressif

Le titre de l'opus, *Sur un fil*, traduit bien le caractère fragile de cette vie d'artiste constamment menacé par la dépression. Leonard Cohen «carburait» aux antidépresseurs, mais aussi aux cigarettes, à l'alcool, aux amphétamines et aux stupéfiants. Hormis des périodes de sevrage, comme celle qui l'a conduit dans un monastère bouddhique zen japonais.

On voit aussi que l'artiste était plutôt un piètre gestionnaire sur le plan financier. Il se fit priver des droits d'auteur pour le mondialement célèbre *Suzanne*, et plus tard fut ruiné suite aux escroqueries commises par son agente.

## Gravité et langage parlé

Quant à la vie sentimentale de ce grand amateur de femmes, elle fut plutôt compliquée. Plusieurs de ses compagnes inspirèrent ses chansons, telles *Joan of Arc* ou *So Long, Marianne*. Sexe et spiritualité se conjuguent dans son œuvre. On découvre cependant avec surprise un père aimant. La BD est donc ponctuée par les grandes étapes de sa vie. Comme sa découverte de l'île grecque d'Hydra, ce haut lieu de la culture hippie, un mouvement *Peace and Love* auquel on rattache souvent à tort Leonard Cohen. Dans ses dernières

années, sa voix se fit plus grave que jamais, restant suspendue entre le chant et le langage parlé.

Sur le plan graphique, le bédéiste Philippe Girard a choisi un dessin sobre, avec des tons de couleurs souvent sombres, à l'image de la vie de son personnage, auquel Montréal a rendu un bel hommage en décorant de son portrait plusieurs grandes façades de la métropole québécoise. C'est d'ailleurs la dernière image de l'opus. Ajoutons que l'auteur y a adjoint une utile «Galerie de personnages», qui permet de s'y retrouver parmi toutes celles et ceux qui ont côtoyé la vie de l'artiste. Si l'on considère la difficulté à rendre en images la vie d'un chanteur au timbre de voix inoubliable, cette BD est incontestablement une réussite. ■

Pierre Jeanneret

Philippe Girard, *Sur un fil*, Castermann, 120 p.

# Quand la contestation s'affichait de façon libre

GENÈVE • Au travers d'une quarantaine d'affiches «sauvages» et des photographies, la Bibliothèque de Genève, en collaboration avec les Archives contestataires, expose la production graphique militante des années 1970-1980.

L'exposition, qui mêle des thématiques sociales et politiques, commence en 1976, dans un contexte de crise, après le choc pétrolier de 1973. A cette époque, 200 groupes ou mouvements contestataires ou contre-culturels existent à Genève, avec une pléthore d'engagements autour de thématiques comme l'écologie, la lutte anti-nucléaire, les mouvements de quartiers notamment aux Grottes, le logement, les questions d'émancipation féministe et bien d'autres», explique, sur les ondes de Radio Cité, Mirjiana Farkas, historienne et commissaire de l'expo *Affiches sauvages, mémoires militantes*, organisée à la Bibliothèque de Genève. L'expo s'est faite avec la collaboration des Archives contestataires, basées à Carouge et qui travaillent depuis les années 2000 à recueillir le fonds iconographique

des militant.e.s. Cette présentation d'un moment d'histoire, que l'on peut aussi visiter virtuellement, montre des affiches en tirages restreints, très Do it yourself, réalisées dans des ateliers de sérigraphie ou en offset. Elle aborde aussi, outre les thèmes précités, le mouvement d'objection de conscience dans l'armée, la lutte contre l'initiative fédérale xénophobe (1974) de James Schwarzenbach, les luttes syndicales, comme celles menées par le Comité d'action syndicale de Lausanne, lié au groupe maoïste vaudois Rupture pour le communisme, contre la fermeture de l'imprimerie du *Courrier* ou la restructuration chez Bulova à Neuchâtel. La solidarité internationale est aussi à l'honneur, en faveur du Chili d'Allende, avec la Palestine, contre le franquisme en Espagne et la dictature argentine du général Videla. Pour

élargir le champ chronologique, des affiches des années 1930 viennent compléter l'expo. «Si les mobilisations contemporaines prennent les canaux dématérialisés des réseaux sociaux, ces échos de luttes passées ont traversé les décennies, conservant toute leur actualité. La pratique de l'affichage sauvage a presque disparu à Genève. Quelques rares mouvements continuent la pratique en 2021 comme par exemple certains collectifs féministes», rappelle la commissaire dans sa présentation de l'expo. ■

JDr

«Affiches sauvages, mémoires militantes», Premier étage de la Bibliothèque de Genève, promenade des Bastions 1, Genève, du 12 avril jusqu'au 4 septembre, du lundi au vendredi de 9-18h, sa 9-12h

Visite virtuelle sur <https://blog.bge-geneve.ch/affiches-sauvages/>

1<sup>er</sup> MAI 1976

MANIFESTATION PUBLIQUE  
TOUS UNIS CONTRE LA CRISE

14 h. 30: Rassemblement du cortège - boulevard James-Fazy

ITINÉRAIRE: bd James-Fazy ★ Place Cornavin ★ rue du Mt-Blanc ★ Pont du Mt-Blanc  
place Longemalle ★ rue de la Confédération ★ place Bel-Air ★ rue du Stand  
bd Georges-Favon ★ place du Cirque ★ avenue du mail ★ rue de l'Ecole-de-Médecine  
★ passage quai Ecole-de-Médecine

16 h. 30: Meeting

Affiche 1<sup>er</sup> mai 1976. Manifestation. «Tous unis contre la crise»

Hallosis

# Femmes en ligne de défense de la vie

**CINÉMA • «Le Périmètre de Kamsé» dévoile des ouvrières agricoles rudes à la tâche pour lutter contre désertification et exode rural. Cette région du Burkina est désormais sous la menace directe des djihadistes. Un documentaire poignant autour du sacrifice de femmes.**

D'abord un long travelling sur les visages fermés d'ouvrières affichant houes, pioches et pelles. Travailleuses en rangs serrés comme un chœur antique, ultime ligne verte de défense. Si déterminées à replanter les végétaux et dresser les digues luttant contre l'érosion, protégeant du vent et nourrissant le sol. Puis un noir écran sous-tendu de ce que l'on croit être un cliquetis pluvieux. Il se révèle en fine feuilles pétrifiées de sécheresse voletant sur la terre aride, craquelée. En trois plans fixes didactiques quasi mutiques, le cinéaste documentaire genevois Olivier Zuchuat déploie le teaser de la tragédie archaïque qui se joue au Burkina Faso dans *Le Périmètre de Kamsé* tourné de 2017 à 2019, au nord-est du pays.

Pour le réalisateur, il s'agissait ici «de rendre hommage à ces femmes qui creusent, plantent, cultivent, irriguent et s'affrontent à la désertification grandissante.» Elles en sont à la fois victimes et actrices par nécessité vitale absolue d'une situation de crises. «C'est une spirale infernale qui appauvrit la terre. Combiné avec la sécheresse et les pluies torrentielles, c'est le cycle délétère comprenant la coupe de bois pour les repas, le replantage aux mêmes endroits, les troupeaux qui paissent et se désaltèrent. Plus la terre devient sèche, plus l'eau ne peut l'irriguer.» Ces femmes avec enfants sont quasiment seules en ces zones, prenant à peu près tout en charge. Les hommes âgés prennent les décisions concernant ce périmètre pour résister à l'avancée du désert. «L'immense majorité masculine, elle, s'est exilée sous contraintes économiques. Le salut de l'Afrique viendra des femmes dans un rapport plus paci-



Dans la fournaise près de Kamsé, des villageoises discrètes s'emploient à des travaux pharaoniques pour éviter un exode catastrophique vers les grandes villes. DR

fié au monde», avance Olivier Zuchuat.

## Damnées de la Terre

De manière moins radicale et longue que chez le Philippin Lav Diaz (*Norte, la fin de l'histoire*), *Le Périmètre de Kamsé* se révèle tout aussi passionnant. Par ce qu'il raconte bien sûr, mais surtout par la façon dont il le raconte, par ses plans séquences saisissants de maîtrise. Engageant le spectateur dans une expérience physique de cinéma et de la perception. On retrouve cette impression de vide, cet état de renfermement absolu dans des conditions de vie en sursis des précédentes réalisations du cinéaste. Ainsi *Au Loin des villages* (2008), où des personnes de l'ethnie Dajo et survivantes de la guerre du Darfour se réfugient à l'Est du Tchad, pour s'y enfermer et se bricoler une survie. Et *Comme des lions de pierre à l'entrée de la nuit* (2013) parti sur les ruines et traces des camps de rééducation grecs,

destinés au sortir de la guerre civile de 1947 à 50, à lutter «contre l'expansion du communisme». Plus de 80'000 personnes (hommes, femmes, vieillards, enfants) ont été internées sous tentes sur l'îlot de Makronissos, dont nombre d'écrivains et poètes. Avec l'usage de la torture pour obtenir une «renonciation au communisme» signée et massacres de prisonniers.

A Kamsé, le vent est peut-être l'un des principaux *bourreaux* du lieu, comme il le fut sur Makronissos. Littéralement au corps à corps, la lutte acharnée et stoïque contre le désert qui avance et pour la survie tant de leurs enfants que de la communauté cloue ces femmes sur place, tels des Sisyphe. Et fait des lieux dans lesquels elles travaillent des refuges pour ermite incitant à la pensée sur soi et sur la place centrale que les femmes devraient occuper dans tout projet de développement et de société. Ce qui n'est d'ailleurs guère

le cas du programme de coopération suisse au Burkina Faso 2021-2025, dans le cadre de «la promotion de la paix au Sahel».

## Combat inégal

A l'image, entre sueur, chaleur écrasante et poussière, des femmes sont à la peine harassante, piochant en tongs et sans protection un sol à la dureté minérale. Elles ne sont pas sans évoquer, de loin en loin, les chantiers pharaoniques menés au Cambodge sous les Khmers rouges creusant canaux et érigeant digues. Pas de régime de terreur toutefois dans cette région du nord-est du pays, où la désertification colonise tout, à raison de 360'000 hectares de terres dégradés par la sécheresse annuelle à l'échelle du pays. Mais un conseiller agricole rappelant les consignes faites aux femmes de ne pas travailler avec les enfants. Ce projet s'inscrit dans l'action d'une ferme expé-

riméntale située à une dizaine de kilomètres de Kamsé. «Elle essaie de promouvoir des techniques de revitalisation de zones autrefois arables. C'est aujourd'hui une aire sur laquelle rien ne pousse.»

Si la périphérie de Kamsé s'est muée en un semi-désert, c'est dans le sillage de l'activité humaine locale et du changement climatique au plan mondial. Parmi les facteurs majeurs de cette désertification, le cinéaste pointe notamment les coupes sauvages de bois, la surexploitation des terres ainsi que la hausse des troupeaux d'ovins dévorant les végétaux. On peut y ajouter au plan national, l'action délétère de multinationales minières fortes consommatrices de réserves en eau, forant sans respect des droits humains.

Après le départ des jeunes pour la Côte d'Ivoire en quête d'une vie meilleure et de ressources, les rares hommes encore présents, hors les vieux, travaillent surtout de nuit. Aux yeux du cinéaste «sous l'assaut conjoint des djihadistes issus du Mali et du Niger, on assiste au Nord à une autre triple désertification: étatique, éducative et sanitaire avec un abandon de leurs infrastructures respectives». La zone est actuellement inaccessible en raison d'attaques djihadistes. Episodiquement, ce sont d'antiques postes de radio, qui livrent les échos des affrontements et attentats djihadistes. Mais aussi le magnifique *Les Chemins de l'exil* dû au mythique groupe de hip-hop bukinabé, Yeelen. ■

Bertrand Tappolet

*Le Périmètre de Kamsé*. Dès le 26 mai en salles romande. Dès le 18 mai, avant-premières en présence du réalisateur. Rens.: www.outside-thebox.ch

# Elisabeth Roudinesco face aux assignations identitaires

**LIVRE • L'autrice et historienne de la psychanalyse publie un ouvrage documenté sur ces idéologies qui essentialisent la différence et crispent le débat public.**

En février, la sortie de la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, sur «l'islamo-gauchisme» a suscité, non sans raison, l'ire d'une grande partie du monde universitaire. Début mars, deux professeurs de Sciences-Po Grenoble ont été cette fois accusés d'«islamophobie» par des étudiants.

## Rehausser le niveau du débat

Dans ce contexte délétère, où les anathèmes fusent bien plus vite et plus fort que les arguments, le nouvel essai d'Elisabeth Roudinesco a d'emblée le mérite de chercher à rehausser le niveau du débat.

Récusant l'utilisation de ces deux néologismes (islamophobie et islamo-gauchisme), l'historienne de la psychanalyse les remet en perspective avec les «querelles identitaires» qui se sont développées, ces dernières décennies, sur fond de crise économique, de débats autour du passé colonial de la France et d'importations de nouveaux concepts issus des campus d'outre-Atlantique.

«La culture identitaire (...) est devenue, dans le monde fluide qui est le nôtre, l'une des réponses à l'affaiblissement de l'idéal collectif», avance l'autrice, en reprenant à son compte certaines idées de l'historien américain Christopher Lasch (*La Culture du narcissisme*, 1979).

## Concurrence infernale

Loin de s'enfermer sur un seul terrain, son propos brasse large, des études sur le genre au courant postcolonial. À la suivre, ces domaines de recherche, mus, à l'origine, par les meilleures

intentions, auraient été progressivement gagnés par une même dérive: le repli sur soi ou sa «communauté», à travers des catégories toujours plus exclusives et finalement excluantes, et cela, au nom, pourtant, de la légitime lutte contre les discriminations.

Ce n'est plus que par opposition avec l'autre que chacun serait sommé de se définir, dans une concurrence infernale des mémoires et des souffrances, alors que les luttes émancipatrices d'autrefois visaient, elles, à faire tomber les barrières pour bâtir un monde enfin commun.

## Un héritage injustement délaissé

D'aucuns feront remarquer, à juste titre, qu'il y a eu loin de la coupe aux lèvres, que «l'esprit des Lumières» a aussi été invoqué au service d'obscur desseins, pas vraiment égalitaires. Mais c'est faire peu de cas de Césaire et Fanon, Sartre ou Derrida, qui se sont au contraire saisis des mêmes références avec la ferme volonté d'en pousser la logique à son terme.

Elisabeth Roudinesco consacre quelques passages flamboyants à rappeler cet héritage injustement délaissé. Elle convoque le souvenir des militants communistes et anticolonialistes Henri Alleg et Maurice Audin, victimes de la torture pratiquée par l'armée française en Algérie.

## Penser une universalité des droits

Elle fait retour au féminisme de Simone de Beauvoir, à l'anthropologie de Lévi-Strauss, pour penser une universalité des droits donnant toute sa place à la diversité humaine sans jamais

ériger aucune différence en absolu. C'est un patrimoine intellectuel d'une immense richesse qui se déploie au fil des pages, et révèle, par contraste, les impasses et les confusions du prêt-à-penser «intersectionnel», lequel croise indéfiniment le genre et la «race» pour mieux congédier la lutte des classes.

Le parallèle établi, dans le dernier chapitre, avec les identitaires de droite, les Éric Zemmour

et autres Renaud Camus, peut déranger. Mais est-il dénué de fondement? Quoi qu'on en pense, on reconnaîtra dans ce livre une contribution bien documentée et courageuse, sur un sujet miné. ■

Laurent Etre

Paru dans *l'Humanité*

Elisabeth Roudinesco, *Soi-même comme un roi. Essai sur les dérives identitaires* Seuil, 276 pages.

